

**Union européenne - Italie -
Migrations - Libye - Échanges avec
la presse de Mme Nathalie Loiseau,
ministre chargé des affaires
européennes**

(Rome, 27 juillet 2017)

Merci de prendre un petit peu de temps à l'occasion de ma venue à Rome. Je suis venue, comme j'en avais fait la promesse à mon homologue, Sandro Gozi, c'est en réalité la troisième fois que je le vois depuis ma prise de fonction, il y a un mois. Nous nous sommes vus à Bruxelles au Conseil européen, puis il est venu à Paris et donc me voici à Rome. C'est aussi, je crois, sans me tromper, cinq ministres français qui sont venus cette semaine à Rome, puisque Jean-Yves Le Drian était là lundi, Florence Parly, ministre des armées également, Françoise Nyssen doit arriver à l'heure où nous parlons, et Elisabeth Borne demain. Cela donne une idée de l'étroitesse et de l'intensité des échanges que nous avons avec l'Italie sur énormément de sujets, des sujets bilatéraux mais surtout des sujets européens dont j'ai la responsabilité. Les sujets bilatéraux je sais que certains excitent votre curiosité, mais ce n'est pas moi qui en suis en charge.

Alors je voulais dire aussi que je suis venue à la fois pour remercier l'Italie, parce que dans les incendies que nous subissons au Sud de la France, l'aide de l'Italie est précieuse et extrêmement appréciée. Cela d'ailleurs donne envie de réfléchir et d'aller plus loin sur ce qu'on peut faire au niveau européen en matière de coordination de protection civile, parce que, aujourd'hui la France, le Portugal et l'Italie il y a quelques semaines, nous sommes tous confrontés à des catastrophes naturelles, qui méritent que l'on joigne nos efforts. C'est le premier élément.

Marquer aussi notre solidarité sur la question des migrations qui ici font débat pour des vraies raisons, c'est-à-dire que l'Italie est confrontée depuis plusieurs années, et notamment cette année, à un flux migratoire extrêmement fort. De ce point de vue, la France est très attachée à la fois aux principes de responsabilité et de solidarité au niveau européen et très attachée à ce que l'on fasse une distinction très claire entre les demandeurs d'asile et les migrants économiques. Sur les demandeurs d'asile, nous considérons en France que nous devons faire plus, mieux et plus vite que ce que nous avons fait jusqu'à présent. C'est la raison d'ailleurs du plan pour l'asile et les migrations qui a été présenté par le Premier ministre français le 12 juillet dernier.

Donc plus, mieux et plus vite, c'est-à-dire accueillir dans de meilleures conditions, traiter plus rapidement les demandes d'asile et prendre notre part des relocalisations qui ont été décidées au niveau européen et nous le faisons déjà avec la Grèce et nous faisons en sorte d'accélérer les relocalisations de ceux qui sont en besoin de protection depuis l'Italie. S'agissant des migrants économiques, il y a la nécessité de faire en sorte que les frontières extérieures de l'Union soient plus efficaces, que les demandes d'asile y soient traitées, que l'on puisse orienter les personnes qui arrivent aux frontières extérieures de l'Union et que, dans des conditions de

dignité et de respect de la personne, soient reconduits dans le pays d'origine ceux qui sont dans une logique de migration économique illégale.

Pour nous, cette distinction entre demandeurs d'asile et migrants économiques est très importante, parce que ceux qui ne la font pas ont généralement des arrière-pensées. Ceux qui pensent que l'on peut accueillir tout le monde, qu'ils le pensent, qu'ils le disent mais ils ne sont pas en responsabilité. Quant à ceux qui pensent qu'il ne faudrait accueillir personne, ils ne partagent pas leurs valeurs, donc cette distinction, elle a tout son sens.

Faire en sorte qu'il y ait plus de solidarité, c'est ce qui s'est déjà exprimé au conseil informel des ministères des affaires Intérieures à Tallinn au début du mois de juillet. C'est renforcer Frontex, travailler à une réforme du régime européen d'asile, travailler à plus de retours et plus de réadmissions dans les pays d'origine et aussi traiter la question des pays de transit, qu'il s'agisse de la Libye ou des pays sahéliens. Sur la Libye, vous avez vu l'initiative qui a été prise par le président de la République, qui a accueilli le président du gouvernement national libyen et le maréchal Haftar sous les auspices de l'envoyé spécial des Nations unies à Paris, à La Celle Saint-Cloud pour être précis. L'idée n'est pas de prendre un hypothétique «lead» sur une résolution de la situation libyenne. D'abord l'avenir de la Libye appartient aux Libyens, mais il s'agit de prendre notre part dans l'urgence de la résolution d'une crise qui fait beaucoup de dégâts en Libye et a beaucoup de conséquences en Europe, et pas seulement en matière migratoire mais avec une préoccupation très forte, s'agissant du risque d'en faire un foyer ou un refuge terroriste.

Aussi, travailler à une stabilisation de la Libye et à un renforcement de l'État en Libye, c'est aussi travailler avec la force navale Sophia - dont j'ai visité le quartier général ce matin - par exemple, accélérer et renforcer la formation des garde-côtes libyens. Cela n'est pas facile, dans un pays comme la Libye mais cela a commencé et a commencé à donner des résultats, il faut aller plus loin.

Travailler avec les pays de transit, c'est aussi travailler au Niger, par exemple, par lequel passe une très grande partie du flux migratoire actuel et c'est travailler avec le reste de l'Europe et notamment avec l'Italie, dans ce pays.

Et puis c'est lutter beaucoup plus efficacement contre les trafiquants d'êtres humains, parce que c'est un gigantesque trafic, lucratif, qui présente tous les périls. Les trafiquants sont aussi trafiquants d'armes et de stupéfiants, sont parfois aussi liés au terrorisme. Cette lutte doit être une priorité. C'était aussi la raison de mon déplacement, au QG de Sophia dont le mandat a été renouvelé ; voir ce qu'ils peuvent faire, comment ils ont besoin de travailler à la fois pour arrêter les trafiquants et puis pour mettre en vigueur l'embargo sur les armes. C'est aussi une dimension qui doit se traiter au niveau européen, en utilisant le régime des sanctions contre le réseau des passeurs, quand nous les connaissons. On a besoin de beaucoup d'échanges d'informations, beaucoup de coopération policière à la fois à l'intérieur de l'Europe et puis vis-à-vis des pays du sud de la Méditerranée pour pouvoir lutter contre ce fléau.

Voilà ce que je voulais dire à ce stade et peut-être répondre à vos questions.

Q - Sur la Libye le président Macron a annoncé ce matin que la France avait ouvert des hotspots sur le territoire libyen. Cela veut dire quoi, exactement ?

R - Cela veut dire qu'en liaison avec le Haut commissariat aux réfugiés, avec l'organisation internationale de l'immigration, notre souci ce sont les milliers de gens qui perdent leur vie en traversant la Méditerranée. Jusqu'à présent on en sauve énormément. Le «on» étant Frontex, Sophia et puis les ONG aussi, mais il en meurt énormément. Traiter la question de l'orientation des migrants demandeurs d'asile ou migrants économiques avant la traversée est une manière d'éviter ce désastre humanitaire. La situation en Libye est ce qu'elle est. On travaille à son amélioration et on dialogue avec le HCR, avec l'organisation internationale des migrations. Il faut que nous voyions s'il est possible et comment il est possible de procéder à ce travail d'orientation avant la traversée. Idem pour le Niger, que je citais précédemment.

Q - Je veux savoir si la France était favorable à une révision du règlement de Dublin et si le sujet avait été abordé aujourd'hui avec Sandro Gozi ?

R - On est évidemment attentifs à la révision du régime européen de l'asile. On est attentifs à conserver la responsabilité des pays de première entrée - aujourd'hui l'Italie et la Grèce - pour le traitement des demandes d'asile, avec en corollaire davantage de moyens pour pouvoir traiter ces demandes à la frontière extérieure de l'Union. Mais, on est aussi favorable à des mécanismes de solidarité d'abord plus larges et surtout mieux appliqués par l'ensemble des États membres : il faut qu'en cas de crise le Conseil puisse décider d'un mécanisme de solidarité obligatoire pour des relocalisations de demandeurs d'asile. Au-delà, ce qui nous importe c'est une harmonisation du régime de l'asile entre les États membres, parce que les différences de procédures, de rapidité des procédures ou des exigences selon les États membres créent des distorsions, ce qu'on a appelé de manière un peu dure le shopping de l'asile. Cela existe, c'est-à-dire : «je vais plutôt là où je pense que j'ai des chances de passer et puis si je suis débouté, je ressaye ma chance ailleurs». Il faut évidemment qu'on puisse progresser sur cette harmonisation, cela n'est pas facile, il y a des visions divergentes au sein de l'Union européenne, vous le savez, mais c'est un sujet absolument essentiel. Nous le devons aux êtres humains, dont on est en train de parler, on le doit aux pays de première entrée qui sont évidemment en première ligne.

Q - Est-ce que la distinction asile migrants économiques est encore pertinente aujourd'hui, vu la masse des migrants qui frappent à la porte, est-ce que ce n'est pas une façon de ne pas traiter le sujet ?

R - Elle est totalement pertinente, pour la raison que je vous ai dite tout à l'heure. Parce que si vous faites la confusion, à ce moment- là, vous viendrez d'une zone de guerre et vous aurez des populistes de certains extrêmes qui diront que vous n'avez rien à faire en Europe. À l'inverse, ceux qui vous disent «accueillons tous ceux qui sont dans la misère et qui veulent un destin meilleur», est-ce que vous croyez vraiment que le continent européen est en mesure de le faire ? La réponse est évidemment non. Le travail qui doit être le nôtre c'est celui qui consiste à faire en sorte que dans les pays d'origine, ceux qui sont tentés par l'immigration et ce sont les plus jeunes et les plus dynamiques, les plus courageux, les plus entreprenants aient des raisons pour rester, aient de la formation, aient du travail et un environnement dans lequel ils ont confiance.

Là-dessus l'Union européenne, au sommet de La Valette, a annoncé la mise en place d'un fonds d'urgence dont le montant s'élève à deux milliards et demi d'euros. Nous sommes sérieux quand on parle de ce genre de sujets. Bilatéralement, il faut que tous les États membres aussi soient conscients de l'importance de travailler avec les pays d'origine. Mais, ne pas faire de distinctions c'est considérer absolument naturel que des trafiquants s'enrichissent, s'engraissent, en faisant venir par la Libye des migrants économiques depuis le Bangladesh. C'est une forme de traite moderne qui est absolument inhumaine et à laquelle il faut mettre un coup d'arrêt, c'est une évidence.

Q - La réforme du régime européen de l'asile dont vous parliez laisserait aux pays d'arrivée la responsabilité de ...

R - Oui, mais il faut qu'on renforce les moyens pour qu'ils puissent le faire

Q - En clair, vous ne voulez pas que les règles soient changées, vous voulez simplement qu'elles soient adaptées et renforcées ?

R - Alors, terriblement renforcées par rapport à l'état actuel de la situation. Il y a les règles et puis il y a la réalité et la réalité aujourd'hui c'est que la capacité pour un pays comme l'Italie à faire face à l'examen des demandes d'asile, c'est-à-dire avoir des centres et l'expertise, en nombre suffisant pour traiter ces arrivées, on n'y est pas encore. Il faut qu'on puisse assister l'Italie comme on l'a fait pour la Grèce. Aujourd'hui pour la Grèce le sujet est moins brûlant puisque l'immigration en provenance de Syrie et d'Irak en particulier, sont pris en charge différemment. Aujourd'hui la Grèce est dans une situation qui est moins difficile, aujourd'hui, je ne dis pas que c'est quelque chose sur lequel on considère que c'est un acquis. Aujourd'hui c'est l'Italie qui a besoin de soutien pour pouvoir traiter ces demandes d'asile

Q - Mais l'Italie semble vouloir être aidée aussi dans l'accueil des migrants, elle avait notamment menacé de fermer ses ports si d'autres points n'étaient pas ouverts, est-ce que vous dites à vos partenaires italiens qu'ils ne semblent pas être exactement sur la même ligne que vous ?

R - Tout d'abord dans la discussion que nous avons, dans les discussions qui ont eu lieu à Tallinn, dans les discussions qui ont eu lieu à Paris avec le ministre allemand et le ministre italien de l'intérieur, on est tout à fait sur la même ligne, s'agissant du sauvetage en mer. La question qui est posée est la suivante : est-ce que les bateaux ne devraient pas aller ailleurs qu'en Italie ? Il y a un droit international qui dit que, lorsqu'on vient en aide à des personnes en mer, on les emmène dans le port le plus proche.

De quoi parle-t-on en ce moment ? On parle de gens qui sont sauvés très, très près des eaux territoriales libyennes et même à la limite des eaux territoriales libyennes. C'est impressionnant les cartes qu'on a vues ce matin avec l'ambassadrice, au QG de Sophia, avec le nombre d'embarcations - quand je dis embarcations ce sont de gros navires d'ONG - qui sont exactement à la limite des eaux territoriales libyennes. Il faut cinq jours de mer pour venir à Marseille. Quel est le navire qui aura la possibilité d'aller jusqu'à Marseille en cinq jours avec

les vivres qu'il faut, avec les soins qu'il faut ? Qu'on le veuille ou non, en tout cas avec cette réalité géographique c'est que le point de première entrée, c'est l'Italie. Une fois qu'on a dit cela, il ne s'agit pas de se dire qu'ils se débrouillent avec leur géographie. Il s'agit de dire : que fait-on ? Comment fait-on aussi pour mettre en place - et c'est une demande italienne très forte - un code de conduite des ONG, pour que les ONG acceptent ce qu'elles ne font pas aujourd'hui c'est-à-dire de s'informer et d'informer les autorités sur comment les migrants ont pris les bateaux, qui sont les passeurs, détruire les embarcations. Ce sont des choses que fait Sophia, mais que ne font pas les ONG.

Q - Est-ce que vous avez envisagé, est ce que la France envisage de faire un accord avec la Libye une fois stabilisée, comme pour la Turquie ?

R - Attendez, on n'en est pas là. On est très heureux qu'il y ait une déclaration commune entre MM. Sarraj et Hafter. C'est un point positif. De là à vous dire qu'il y a aujourd'hui une situation politique stabilisée en Libye. On n'en est pas là.

Q - Le but c'est ça ?

R - Le but c'est que la Libye soit stabilisée, pour tout un tas de raisons. Ce n'est pas simplement une question migratoire. J'ai parlé tout à l'heure de terrorisme, mais c'est un vrai sujet. C'est d'autant plus un vrai sujet que quand Mossoul, quand Raqqa sont tombés - ou seront tombés s'agissant de Raqqa - il y a fort à parier que les djihadistes de Daech vont se chercher un avenir ailleurs. Il est extrêmement important d'être attentifs aux zones de non-droit lorsqu'elles existent, aux zones où l'État ne peut pas exercer son autorité de manière classique. Notre intérêt dans la stabilisation de la Libye, il est multiple et concerne tous les États de l'Union européenne.

Q - Est-ce qu'on peut envisager une éventuelle participation de la France à une opération navale militaire que le Premier ministre Gentiloni a annoncée hier ?

R - Quelles opérations navales militaires ?

Q - Il s'est dit prêt, sur demande des autorités libyennes, à aider aux contrôles des côtes pour empêcher

R - Il a été beaucoup plus prudent que cela. Il a dit qu'il y avait une demande des autorités dirigées par M. Sarraj d'entrer dans les eaux territoriales libyennes et il a dit que sa demande était à l'étude.

Q - Il a ajouté, si je peux me permettre, que ce serait nécessaire. Il était un peu moins prudent hier, Il l'a dit officiellement.

R - À ma connaissance - je dis à ma connaissance - parce que, comme vous le voyez, les

choses vont extrêmement vite, sa demande a été exclusivement adressée aux autorités italiennes.

Q - Je ne sais pas si vous avez déjà parlé du dossier STX ?

R - J'ai indiqué simplement que j'étais ici sur les sujets européens et pas sur les sujets bilatéraux. Comme vous le savez, Bruno Le Maire va faire une conférence de presse à 15 heures et c'est lui qui va s'exprimer.

Q - Vous n'en avez pas du tout parlé avec vos interlocuteurs italiens ?

R - Je lis la presse, je sais que c'est un sujet qui intéresse ici mais ce n'est pas moi qui le traite.

Q - Je suppose qu'ils vous ont demandé des explications quand même ?

R - Pas à la personne qui n'est pas en charge.

Q - Donc ce n'est pas un sujet, les Italiens ne demandent rien ?

R - Je ne vous ai pas dit cela, j'imagine qu'ils attendent avec beaucoup d'intérêt la conférence de presse du ministre de l'économie et que les conversations entre ministres de l'économie sont fréquentes, aussi fréquentes que les visites de ministres en Italie.

Q - Vous avez déjà rencontré Sandro Gozi ? Vous n'avez pas parlé de cela ?

R - Ce n'est pas moi qui suis en charge, il le sait.

Q - Est-ce que la déclaration du ministre Le Maire aujourd'hui serait attendue ou totalement inattendue pour le gouvernement italien ou pas ?

R - Laissez-lui la faire et puis vous pourrez la commenter tout à votre aise et vous verrez si elle est attendue, inattendue, partiellement attendue. Je n'en sais rien, je ne vais pas aller plus vite que la musique.

Q - Est-ce que le quotidien Le Monde a de bonnes sources ?

R - Je n'en sais rien.

Q - Autre question européenne : la ligne entre Turin et Lyon. Il y a quelques jours, le gouvernement français a annoncé une pause pour réfléchir sur les infrastructures importantes et la ligne en question. Est-ce que demain il y aura quelque chose sur ce sujet ?

R - Alors, ce n'est pas un sujet purement Lyon-Turin, c'est un sujet plus global sur les projets d'infrastructures. Il va y avoir à l'automne, des assises de la mobilité qui vont discuter des besoins en matière d'infrastructures de transport et qui se traduiront pas un projet de loi, je crois, au premier semestre 2018.

On est en train de faire le point compte tenu de notre souci de revenir dans une orthodoxie budgétaire qu'on avait quittée depuis assez longtemps, vous le savez. Cette question est abordée comme d'autres. En même temps, on a parfaitement à l'esprit l'importance, l'intérêt de la liaison Lyon-Turin, combien d'investissements de l'Union européenne y étaient consacrés et l'importance que cela a pour l'Italie. Elisabeth Borne sera là demain et je la laisse parler plus en détail du sujet mais ce n'est pas une question spécifiquement Lyon-Turin. Il va y avoir une grande concertation sur tous les projets d'infrastructures à l'automne. Merci./.